

À toutes les consciences vives. À tous ceux qui sont attachés aux droits de l'Homme.

Une nouvelle fois, dans son histoire tragique, le peuple palestinien vit des heures sombres.

A Gaza, plus d'un million et demi de personnes sont véritablement emprisonnées par le blocus imposé conjointement par l'État d'Israël et le mur construit par le président égyptien Moubarak, avec la complicité de l'Union Européenne et des États Unis.

En Cisjordanie, un mur, véritable mur de la honte, confisque davantage de terres, sépare des familles et détruit tout sur son passage. Dans ce territoire truffé de plus de 700 check-points militaires et de routes interdites aux palestiniens, comme à Gaza, la population est enfermée, le chômage et la pauvreté ne cessent d'augmenter. Les expulsions de centaines de familles palestiniennes de chez eux (notamment à Jérusalem) sont quotidiennement à l'ordre du jour, tout cela pour permettre l'implantation de nouvelles colonies.

A Gaza comme en Cisjordanie des incursions policières ou des actions militaires quotidiennes arrêtent ou tuent des Palestiniens. Au sein même d'Israël la ségrégation raciale et sociale, les menaces permanentes d'expropriations et de « purification ethnique » s'abattent sur les Palestiniens.

Les Palestiniens dispersés en exil dans une multitude d'États de la région et du monde, se voient refuser toute perspective de mise en œuvre du droit au retour.

C'est un peuple qu'on détruit, qu'on prive du droit à la terre, du droit à la nation, du droit élémentaire à l'intégrité des familles, du droit à une vie normale.

Depuis des décennies, en tournant le dos à la reconnaissance du droit élémentaire du peuple palestinien à l'unité de toutes ses composantes, tous les plans de « paix » et de « sécurité » n'ont abouti qu'à de nouvelles violences et une aggravation de sa dislocation.

Il y a urgence. Il y a urgence à ce qu'à l'échelle mondiale s'élève une voix pour dire haut et fort : arrêt de la destruction du peuple palestinien !

La jeunesse de Palestine a droit de respirer et de vivre ! Elle a droit à un avenir !

Nous, attachés à la démocratie et au droit de tous les peuples à vivre dans la dignité, quelles que soient nos opinions respectives sur les solutions à apporter, nous en appelons à l'opinion démocratique internationale : on ne

peut pas laisser faire. On ne peut pas laisser un peuple menacé dans son existence sans rien dire ni sans rien faire.

Par-delà la dispersion dans laquelle se trouve le peuple palestinien, il nous faut réaffirmer que, comme pour tous les peuples de la terre, celui-ci a des droits politiques, économiques et sociaux, et que ceux-ci doivent être respectés.

- **le blocus sur le peuple palestinien doit être levé.**
- **la libre circulation pour les Palestiniens doit être garantie.**
- **Les murs et barbelés doivent être démontés.**
- **Le droit au retour, chez eux, pour les Palestiniens est imprescriptible.**
- **Le droit à la terre et à la nation est un droit inaliénable.**

Nous appelons solennellement tous ceux qui sont attachés aux libertés démocratiques, aux droits de l'homme, à la civilisation humaine, à s'unir avec nous pour dire : le peuple palestinien doit vivre !

Premiers signataires :

Louisa Hanoune, Secrétaire générale du Parti des travailleurs d'Algérie,
Daniel Gluckstein, Coordinateur de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples,
Salah Salah, membre du Conseil National Palestinien,
Abdelmadjid Sidi Said, Secrétaire Général de l'Union Générale des Travailleurs Algériens,
Kane Mokhtar, Secrétaire Général de Union des Syndicats Libres de Mauritanie,
Mohamed Bewah, Sec. Général de l'Union de la génération nouvelle des travailleurs de Mauritanie,
Demba Diop, Secrétaire Général adjoint de l'Organisation de l'Unité Syndicale Africaine,
Belamine N'gioje, Union Démocratique des Travailleurs du Sénégal,
Osiris Oviedo de la Tosse, représentante de la Fédération Syndicale Mondiale à Genève (Cuba),
Mohamed Khalif, Secrétaire Général adjoint General Union of Palestinian Workers - territoires occupés de 1967 (Palestine),
Tolé Sagnon, Secrétaire Général de la Confédération Générale du Travail du Burkina.
Jean Pierre Barrois, comité de rédaction de la revue Dialogue
Joe Marino, secrétaire général BFAWU, Grande Bretagne
Robert Irminger, Vice président du syndicat des Dockers ILWU, région de San Francisco
Monadel Herzallah, Arab American Union Members Council
Jack Gerson, Oakland Education Association, Californie, Etats Unis
Alan Benjamin, rédacteur en chef du journal The Organizer, Californie, Etats Unis
Francesca Rosa, syndicaliste, Californie, USA
Martha Mamosehle Mosoang, Lesotho trade union congress
Setonsi Anounou Florentine, Union nationale des syndicats des travailleurs du Benin (UNSTB)

Je signe :

Nom, Prénom

Qualité (préciser à titre individuel ou au nom de votre organisation).....

coordonnées

Signature :

Pour toute correspondance : j-p.barrois@wanadoo.fr
Jean Pierre Barrois - 87 rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris, France